ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 2 septembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative aux finances communales", a donné le 25 octobre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e september 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de gemeentelijke financiën", heeft de 25e oktober 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à incorporer le Fonds communal d'assistance publique au Fonds des communes et à modifier l'alimentation, la division et la répartition de celui-ci. Au point de vue technique, il aboutit à remplacer le titre Ier des lois coordonnées sur les finances provinciales et communales et à lui substituer une loi autonome exclusivement consacrée au Fonds des communes. Aussi, l'intitulé : "loi relative aux finances communales" est-il trop général.

Les dispositions du projet pourraient être classées dans l'ordre, plus logique et plus pratique semble-t-il, qui a été adopté pour le nouveau texte proposé par le Conseil d'Etat. Les observations que le projet soulève sont présentées en suivant cet ordre.

\+
\+ \+

L'article 1er du projet fusionne le Fonds communal d'assistance publique et le Fonds des communes. Il doit rester hors chapitre, étant donné qu'il opère la transition entre le régime des lois coordonnees et celui de la loi en projet.

L'article 4 du projet (article 2 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) fixe à forfait la dotation du Fonds des communes pour 1964, 1965 et 1966. Etant donné son importance économique, il importe de le laisser en tête du chapitre Ier, malgré son caractère temporaire.

L'article 5 du projet, légèrement amendé par le Gouvernement (article 3 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) laisse au Roi le soin de fixer le pourcentage des diverses taxes d'Etat qui constitueront,

./.

à partir de 1967, la dotation du Fonds des communes. Le Roi fixera une fois pour toutes un seul pourcentage, qui sera le même pour toutes les taxes énumérées et que seul le législateur pourra modifier.

Il importe de compléter le chapitre Ier qui est relatif à la dotation du Fonds des communes par la disposition de l'article 3, alinéa 2, du projet (article 4 dans le numérotage proposé). Cette disposition prévoyait des crédits distincts pour les Fonds A et B, afin de garantir l'affectation des pourcentages respectifs au Fonds des grandes villes, d'une part, et au Fonds des autres communes, d'autre part. Mais les dispositions des articles 6 et 8 du projet (article 5 dans le numérotage proposé) constituent une garantie suffisante à ce sujet. De plus, étant donné que le Roi aura le pouvoir de modifier les deux pourcentages précités, il serait dangereux de les inscrire dans une loi budgétaire. Il serait donc préférable de ne prévoir qu'une inscription globale de la dotation du Fonds des communes au budget du ministère de l'Intérieur. Suivant les délégués du Gouvernement, cette façon de procéder ne présente aucun inconvénient.

\+

\+ \+

Il s'indique de grouper en un seul chapitre (II) toutes les dispositions relatives au principe et aux pourcentages des divisions et subdivisions du Fonds des communes : articles 2, 6, 8 et 9 partim du projet (article 5 proposé).

Le projet divise le Fonds des communes en Fonds A, réservé aux quatre grandes villes, et en Fonds B, destiné aux autres communes, qui est lui-même subdivisé en trois Fonds : le Fonds d'aide aux communes, le Fonds de compen-

./.

sation fiscale, et un solde innommé. Etant donné que ce solde constitue la partie la plus importante du Fonds B et que c'est de ce solde qu'il sera le plus souvent question dans le projet, il serait préférable de ne pas donner de nom collectif à la seconde partie du Fonds des communes, mais de réserver l'appellation "Fonds B" au solde précité. Cette façon de faire rendrait inutile la disposition de l'article 9, § 4, du projet, rédigé comme suit : "Pour l'application des articles suivants, il faut entendre par "répartition du Fonds B" et "parts dans le Fonds B" la répartition du Fonds amputé du prélèvement prévu au § 1er, alinéa 1er, et les parts dans cette répartition".

En outre, il serait plus commode de dénommer le Fonds d'aide aux communes "Fonds d'aide" dans la loi sur le Fonds des communes, ce qui permettra de le désigner ailleurs par les mots "Fonds d'aide du Fonds des communes", comme on dira le Fonds A ou le Fonds B du Fonds des communes.

\+
\+ \+

Dans le plan proposé par le Conseil d'Etat, le chapitre III traitera de la répartition des Fonds. Après un article liminaire qui attribue toutes les répartitions au Ministre de l'Intérieur (article 3, alinéa 1er, du projet; article 6 proposé), le chapitre comprendra autant de sections qu'il y a de fonds distincts dans le Fonds des communes.

La section I (Fonds A) ne comprend que l'article 7 du projet.

La section II (Fonds B) devrait comprendre quatre articles qui concerneraient respectivement les catégories de communes, les critères de classement, la méthode de calcul des besoins et les sources statistiques.

./.

Les catégories définies à l'article 10, § 1er, du projet (article 8 proposé) devraient être dénommées "première catégorie", etc., afin d'assurer l'uniformité des références.

Pour le classement des communes en catégories, le projet donne la priorité aux chiffres de population du recensement général et, pour les intervalles entre deux recensements, il adopte les chiffres du relevé annuel de la population. Pour des raisons pratiques, il prend les mêmes chiffres comme base pendant deux ans. Or, les périodes biennales interviennent aussi dans le calcul à forfait des besoins communaux. Afin d'éviter des décalages et des contradictions, il importe de prévoir que la publication d'un recensement n'aura jamais pour effet de scinder une période biennale. Il faut donc distinguer entre le dernier recensement général publié, qui va régir la première période biennale après l'entrée en vigueur de la loi (1er janvier 1964 - 31 décembre 1965), et les autres recensements, dont chacun ne devrait régir que la période biennale suivant immédiatement la période biennale et non l'année au cours de laquelle il aura été publié.

Les critères énumérés à l'article 10, § 2, du projet (article 9 proposé) ont été choisis, parmi une trentaine, par application de la méthode des coefficients de corrélation, expliquée à l'exposé des motifs. On remarquera qu'en donnant au Roi le pouvoir de modifier les critères, l'article 14 du projet (article 16 proposé) ne lui enjoint pas de s'en tenir à la dite méthode des coefficients de corrélation.

Le Gouvernement estime souhaitable que la méthode de calcul à forfait des besoins communaux soit insérée dans la loi, afin que le pouvoir exécutif soit lié par elle. Le projet laisse cependant au Roi la possibilité

./.

de remplacer cette méthode par une autre plus nouvelle ou meilleure; toutefois, le Roi devra toujours choisir une méthode "objective", c'est-à-dire scientifique, et non une méthode empirique, analogue à celle des lois coordonnées actuellement en vigueur. Il importe d'énoncer cette précision à l'article 9 nouveau.

En ce qui concerne la description de la méthode, il importe que la loi donne assez de précisions pour que les mathématiciens appelés à l'appliquer n'aient aucun doute sur la marche à suivre. Or, si celle-ci est longuement expliquée dans l'exposé des motifs, elle est indiquée d'une manière moins complète dans le texte du projet. L'article 10, § 3 et § 4, ne donne, notamment, aucune indication sur les composantes de l'équation à utiliser. Les fonctionnaires délégués, au nombre desquels se trouvait un membres de l'Institut national de statistique, ont présenté au Conseil d'Etat une formule apte, à leur sens, à faire reconnaître, sans aucune hésitation, la méthode de calcul qu'ils veulent voir employer. Ils se sont ralliés à tous les termes du texte que le Conseil d'Etat s'est efforcé de rédiger, à la suite de leurs explications, pour l'article 10 proposé.

Au sujet de la liste des ministres et organismes énumérés à l'article 10, § 5, du projet (article 11 proposé), la disposition du projet qui prévoit que "le Roi désigne ... l'organisme chargé de fournir la documentation nécessaire à l'application des nouveaux critères" est inutile, étant donné que l'article 14 du projet (article 16 proposé) permet de modifier la dite liste, même indépendamment de toute modification des critères.

Les sections III (Fonds de compensation fiscale) et IV (Fonds d'aide) ne comprennent respectivement que l'article 9, § 2, du projet (article 12 proposé) et l'article 9, § 3, du projet (article 13 proposé)

Les diverses dispositions du chapitre IV concernent un ou plusieurs des quatre fonds.

A propos des avances prévues à l'article 11 du projet (article 14 proposé), il importe de préciser que ces avances sont versées au début de chaque trimestre.

Au sujet de la réparation des erreurs qui est organisée par l'article 12 du projet (article 15 proposé), il est inutile de prévoir encore que les erreurs de répartition du Fonds B seront corrigées par prélèvement sur ce fonds amputé de la dotation des Fonds d'aide et de compensation fiscale, puisque, selon la dénomination proposée par le Conseil d'Etat, le "Fonds B" désigne la seconde partie du Fonds des communes ainsi amputée.

Il importe de grouper dans un même article (article 16 proposé) les dispositions relatives aux délégations données au Roi (article 14, alinéas 1er et 2, du projet) aux délégations données au Ministre de l'Intérieur (article 9, § 1er, alinéa 4, du projet) et à l'entrée en vigueur des arrêtés modificatifs qui seront pris en vertu de toutes ces délégations (article 16 du projet). Il convient aussi de désigner l'objet de ces délégations d'une manière concrète plutôt que de recourir à des références numériques. Enfin, quant à l'entrée en vigueur, il y a lieu de régler d'une manière particulière le cas des modifications qui seraient apportées à des dispositions régies par le système des périodes biennales.

Les dispositions de l'article 14, alinéas 3 et 4, et de l'article 15 du projet peuvent être fusionnées en une disposition unique (article 17 proposé).

+

\+ +

./.

Le chapitre V du projet apporte peu de modifications aux dispositions en vigueur qui concernent le conseil d'administration.

A l'article 17 du projet (article 18 proposé), les mots "Participent à titre consultatif" expriment deux idées : les fonctionnaires ne sont pas membres du conseil d'administration; ils ont le droit et l'obligation d'assister aux séances de celui-ci.

Les articles 18 à 21 du projet deviennent les articles 19 à 22 proposés.

\+
\+ \+

Le chapitre VII du projet, qui ne comprend que des dispositions modificatives d'autres lois, et l'article 13 du projet, qui modifie la loi communale, doivent précéder les dispositions transitoires qui constituent le chapitre VI du projet. Ils formeront par conséquent le chapitre VI du texte proposé.

L'article 27 du projet est rédigé comme suit :
"Les mots "Fonds des communes" et "conseil d'administration du Fonds des communes" restent ou sont substitués respectivement aux mots "Fonds communal ou Fonds spécial" et "conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes", dans les lois ou conventions qui les contiennent".

Cette disposition combine l'article 21 de la loi du 24 décembre 1948, repris lui-même de la loi du 19 juillet 1922, avec une disposition nouvelle similaire. Mais il est superflu de prévoir dans une loi que certains mots "restent" substitués à d'autres dans les textes où ces derniers figuraient. Lorsqu'une première loi a décidé

./.

ces substitutions, celles-ci subsistent au-delà même de l'abrogation de cette loi. Quant aux conventions, les substitutions de mots qui s'imposent éventuellement s'y opèrent par la force de la loi sans que celle-ci doive le prévoir expressément. Par contre, il serait opportun de prévoir, dans ce même article (article 23 proposé) que les mots "Fonds communal d'assistance publique" sont remplacés dans les textes où ces derniers figurent.

Les modifications apportées à la loi communale et aux lois relatives à la taxe sur les jeux et paris par les articles 13 et 28 du projet (articles 24 et 25 proposés) doivent être rédigées en forme de modifications textuelles, à l'instar de la modification apportée à la loi du 14 février 1961 par l'article 29 du projet (article 26 proposé).

Dans l'article 30, au lieu d'abroger le titre Ier (des finances communales) des lois et arrêtés coordonnés concernant les finances provinciales et communales, le projet déclare ces lois et arrêtés non applicables aux communes, et ce sans préjudice des dispositions transitoires. Cette dernière réserve est inutile : il est de l'essence des dispositions transitoires de déroger dans une certaine mesure, et à l'abrogation de l'ancien régime et à l'entrée en vigueur du nouveau. Quant au procédé employé, il a pour but d'éviter que les dispositions du titre II (des finances provinciales) des lois coordonnées, qui se réfèrent à des dispositions du titre Ier, deviennent inapplicables à la suite de l'abrogation de celui-ci. Cette précaution est superflue : l'abrogation d'une loi est sans incidence sur une autre loi qui s'y réfère les dispositions de la loi à laquelle il est référé demeurent en vigueur en tant que dispositions

.../...

auxquelles la loi référante a fait appel. Rien ne s'oppose donc à l'abrogation du titre Ier des lois coordonnées l'article 27 proposé qui la prévoit abroge en outre les deux textes en vigueur qui ont modifié ce titre.

\+

\+ \+

Les dispositions transitoires et l'article final du projet (chapitres VI et VIII) peuvent être joints dans un dernier chapitre (VII).

Les articles 22 à 25 du projet (articles 28 à 31 proposés) n'appellent pas d'observations.

Le maintien en fonctions de l'actuel conseil d'administration que prévoit l'article 26 du projet (article 32 proposé) n'empêchera pas l'entrée en vigueur immédiate de la nouvelle disposition relative aux délégués des Ministres, puisque ces délégués ne sont pas membres du conseil.

Si la date d'entrée en vigueur prévue par l'article 31 du projet (article 33 proposé) venait à être modifiée au cours des travaux préparatoires, toutes les dates et périodes qui en dépendent dans le texte du projet, devraient être modifiées en conséquence.

\+

\+ \+

Le nouveau texte proposé ci-après tient compte des observations qui ont été faites. Il réalise en outre un certain nombre de modifications de pure forme, qui ne nécessitent pas de commentaire.

/

PROJET DE LOI RELATIVE AU FONDS DES COMMUNES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Le Fonds communal d'assistance publique et le Fonds des communes institués par la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, sont remplacés par un Fonds des communes, régi par la présente loi.

CHAPITRE Ier. DE LA DOTATION DU FONDS DES COMMUNES.

(article 4) Article 2.-

La dotation du Fonds des communes est fixée à :

9.000 millions de francs pour l'année 1964;
9.450 millions de francs pour l'année 1965;
9.900 millions de francs pour l'année 1966.

Ces sommes sont prélevées sur les ressources générales de l'Etat.

.../...

(article 5) Article 3.-

A partir de l'année 1967, le Fonds des communes est alimenté par une part :

1° dans le produit, à la clôture de l'exercice pénultièm

a. des précomptes immobilier, mobilier et professionne
b. de l'impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés;
c. de l'impôt des personnes physiques;
d. de l'impôt des sociétés;
e. de l'impôt des non-résidents;
f. de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;

2° dans les sommes réalisées à la même date, en matière de contributions directes, sur les produits des exercices clos.

Le taux de la part visée à l'alinéa ler sera fixé par le Roi en fonction du montant des produits fiscaux réalisés pour l'exercice 1965 et de telle manière qu'il assure au Fonds des communes, pour l'année 1967, une dotation non inférieure à 10.350 millions de francs.

(article 3, alinéa 2). Article 4.-

Le crédit relatif au Fonds des communes est inscrit au budget des dépenses ordinaires du Ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE II. DE LA DIVISION DU FONDS DES COMMUNES.

(articles 2, 6 et 8)

Article 5.-

§ 1er. Le Fonds des communes est divisé en deux parties :

1° 37 p.c. du Fonds sont réservés aux villes d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège et constituent un "Fonds A";

2° les 63 p.c. restants sont destinés aux autres communes.

(article 9, § 1er, alinéas 1er à 3)

§ 2. De cette seconde partie :

1° 12 centièmes sont attribués :

a. à concurrence de 75 p.c. à un "Fonds de compensation fiscale";

b. à concurrence de 25 p.c. à un "Fonds d'aide";

2° les 88 centièmes restants constituent un "Fonds B".

Le Fonds de compensation fiscale et le Fonds d'aide sont ouverts au budget des recettes et dépenses pour ordre.

CHAPITRE III. DE LA REPARTITION DES FONDS.

(article 3, alinéa 1er)

Article 6.-

Les quatre fonds visés à l'article 5 sont répartis par le Ministre de l'Intérieur, conformément aux dispositions suivantes.

.../...

Section I. Fonds A.

(article 7) **Article 7.-**

Le Fonds A est réparti après avis des délégués des villes d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège, membres du conseil d'administration du Fonds des communes.

Section II. Fonds B.

(article 10, § 1er) **Article 8.-**

Pour la répartition du Fonds B, les communes sont classées en quatre catégories :

1ère catégorie : celles de 10.000 habitants et plus;
2ème catégorie : celles de 5.000 à 9.999 habitants;
3ème catégorie : celles de 2.500 à 4.999 habitants;
4ème catégorie : celles de moins de 2.500 habitants.

Le classement est établi, pour la période biennale 1964-1965, d'après le nombre d'habitants constaté officiellement par le recensement général de la population au 31 décembre 1961.

Pour chaque période biennale subséquente, il est revu d'après le relevé officiel du chiffre de la population du Royaume au 31 décembre de l'avant-dernière année antérieure à cette période.

Toutefois, les résultats de tout nouveau recensement général servent de base au classement pour la période biennale qui suit immédiatement celle pendant laquelle ils ont été publiés.

.../...

(article 10, § 2)

Article 9.-

Le Fonds est réparti au prorata des besoins communaux déterminés à forfait pour chaque période biennale prévue à l'article 8, d'après les critères mentionnés ci-après et selon la méthode objective décrite à l'article 10.

Sont utilisés comme critères :

1° pour les communes de 1ère catégorie :

a. le nombre de logements au 31 décembre de l'avant-dernière année antérieure à la période biennale;

b. le nombre de personnes travaillant effectivement au 30 juin de la même année dans les établissements commerciaux situés sur le territoire de la commune;

c. le chiffre de la population active travaillant à la même date, sur le territoire de la commune;

2° pour les communes de 2ème catégorie : les trois critères mentionnés au 1°;

3° pour les communes de 3ème catégorie :

a. le nombre d'habitations destinées au logement, au 31 décembre de l'avant-dernière année antérieure à la période biennale;

b. la superficie des chemins communaux pourvus d'un empierrement ordinaire ou d'un revêtement dur, au 31 décembre de la dernière année antérieure à la période biennale;

c. le revenu cadastral soumis au précompte immobilier pour la même année;

.../...

4° pour les communes de 4ème catégorie : les deux critères mentionnés au 3°, a et b.

Les "logements" et "habitations destinées au logement" sont ceux qui ont été considérés comme tels pour le recensement général de la population du Royaume au 31 décembre 1961.

La "population active travaillant dans la commune" est celle qui groupe :

1° le personnel ouvrier et employé;

2° les travailleurs indépendants;

3° les personnes rémunérées par l'Etat, à l'exclusion du personnel des forces armées;

4° les personnes rémunérées par les provinces, par les communes et par les établissements publics;

5° le personnel enseignant non rémunéré par les pouvoirs publics.

(article 10, §§ 3 et 4)

Article 10.-

§ 1er. En vue de déterminer à forfait les besoins des communes par habitant, les critères, divisés par le nombre d'habitants, sont combinés linéairement.

Les coefficients d'importance et la constante de cette combinaison sont établis, pour chaque catégorie, par l'application de la méthode des moindres-carrés à une équation de régression linéaire multiple ayant pour

variable dépendante la charge nette réelle par habitant et pour variables indépendantes les critères divisés par le nombre d'habitants.

Les charges nettes réelles sont établies d'après les comptes communaux. Le Ministre de l'Intérieur détermine le compte de référence et le mode de calcul desdites charges.

§ 2. Pour chaque commune, le montant des besoins est calculé à forfait comme suit :

1° les critères, divisés par le nombre d'habitants, sont multipliés par les coefficients d'importance de la catégorie;

2° les produits de ces multiplications sont additionnés;

3° à leur somme, est ajoutée la constante de la catégorie. Le résultat final constitue le montant des besoins calculés à forfait par habitant.

(article 10, § 5, alinéa 1er)

Article 11.-

Les relevés numériques nécessaires à l'exécution des articles 9 et 10 sont fournis au Ministre de l'Intérieur, au plus tard le 30 septembre de la dernière

.../...

année antérieure à la période biennale visée à l'article 8 par :

1° l'Institut national du logement, en ce qui concerne les logements;

2° l'Office national de la sécurité sociale, en ce qui concerne les ouvriers et employés travaillant sur le territoire de la commune, avec mention séparée du personnel des établissements commerciaux, mais non compris les ouvriers mineurs visés au 5°;

3° la Caisse générale d'épargne et de retraite, en ce qui concerne les travailleurs indépendants;

4° le Ministre ayant l'Institut national de statistique dans ses attributions en ce qui concerne les habitations destinées au logement et les personnes rémunérées par l'Etat, par les provinces et par les établissements publics;

5° le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, en ce qui concerne le nombre d'ouvriers mineurs travaillant dans les sièges d'extraction;

6° le Ministère des Finances, en ce qui concerne le revenu cadastral soumis au précompte immobilier.

Section III. Fonds de compensation fiscale.

(article 9, § 2) Article 12.-

Le Fonds de compensation fiscale assure un complément de recettes aux communes dont le potentiel fiscal est proportionnellement inférieur à la moyenne de la catégorie dans laquelle ces communes sont classées par la présente loi.

Il est réparti par le Ministre de l'Intérieur, qui arrête annuellement, après avis du conseil d'administration du Fonds des communes, les conditions auxquelles sera subordonnée la participation des communes à la répartition, notamment un effort fiscal minimum, et les règles selon lesquelles la répartition s'effectuera.

Section IV. Fonds d'aide.

article 9, § 3) Article 13.-

Le Fonds d'aide est réparti par le Ministre de l'Intérieur, après avis du conseil d'administration du Fonds des communes, entre les communes dont la situation financière est particulièrement obérée.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES FONDS.

article 11) Article 14.-

Les parts dans le Fonds A et dans le Fonds B sont payées par trimestre et par quart.

.../...

Jusqu'à l'établissement des parts dans la répartition annuelle, des avances sont versées au début de chaque trimestre. Chaque avance trimestrielle est égale au quart de la part dans le Fonds A ou dans le Fonds B de l'année pénultième.

Si le montant global des avances versées à une commune est supérieur à sa quote-part, la différence est récupérée par la société anonyme "Crédit communal de Belgique", qui en débite le compte de la commune.

article 12) Article 15.-

§ 1er. S'il est constaté, après la répartition du Fonds A ou du Fonds B, qu'une erreur a été commise au détriment d'une commune, la quote-part de celle-ci est calculée à nouveau d'après les règles et les taux appliqués pour la répartition à l'occasion de laquelle l'erreur a été commise.

La différence est allouée à la commune par prélèvement sur la dotation d'une année ultérieure du même Fonds.

§ 2. En cas d'erreur au profit d'une commune dans la répartition du Fonds A, un arrêté du Ministre de l'Intérieur ordonne la récupération de la somme allouée indûment et la répartit entre les villes bénéficiaires du Fonds au prorata de leur quote-part dans la même répartition, compte tenu de la réduction appliquée à la part entachée d'erreur.

.../...

En cas d'erreur au profit d'une commune dans la répartition du Fonds B, un arrêté du Ministre de l'Intérieur ordonne la récupération de la somme allouée indûment et son versement au Trésor, pour attribution au Fonds d'aide.

Les arrêtés visés aux alinéas 1er et 2 sont notifiés pour exécution à la société anonyme "Crédit communal de Belgique".

§ 3. Les procédures prévues au § 1er et au § 2, alinéas 2 et 3, sont applicables en cas d'erreurs commises dans la répartition du Fonds de compensation fiscale.

article 14, alinéas 1er et 2; article 10, § 5, alinéa 2)

Article 16.-

§ 1er. Sur la proposition ou de l'avis conforme du conseil d'administration du Fonds des communes, le Roi peut modifier :

1° les pourcentages de ce Fonds réservés, d'une part, aux villes d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège et, d'autre part, aux autres communes;

2° le pourcentage de cette seconde partie attribué globalement au Fonds de compensation fiscale et au Fonds d'aide;

3° le classement des communes en catégories en vue de la répartition du Fonds B;

4° les critères à utiliser pour la détermination à forfait des besoins communaux;

.../...

5° la méthode objective à employer pour le calcul de ces besoins à partir des critères;

6° la liste des Ministres et organismes énumérés à l'article 11.

(article 9, § 1er, alinéa 4)

§ 2. Le Ministre de l'Intérieur peut modifier, après avis du conseil d'administration du Fonds des communes, les pourcentages attribués respectivement au Fonds de compensation fiscale et au Fonds d'aide dans la dotation globale de ces Fonds.

article 16)

§ 3. Les modifications qui seraient apportées à la présente loi en vertu du § 1er, 3°, 4° et 5°, entreront en vigueur le 1er janvier suivant la période biennale, prévue à l'article 8, au cours de laquelle elles auront été publiées.

Les autres modifications entreront en vigueur le 1er janvier qui suit la date de leur publication.

article 14, alinéas 3 et 4; article 15)

Article 17.-

En demandant les avis prévus aux articles 7, 12, 13 et 16, le Ministre de l'Intérieur fixe un délai qui ne peut être inférieur à un mois. Si l'avis n'est pas donné dans ce délai imparti, il n'est plus requis.

.../...

CHAPITRE V. - DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES COMMUNES.

(article 17) Article 18.-

Le conseil d'administration du Fonds des communes se compose de trente-cinq membres, à savoir :

1° quatre membres que le Ministre de l'Intérieur nomme pour un terme de six ans et parmi lesquels il désigne le président et le vice-président;

2° quatre membres nommés respectivement par les collèges des bourgmestre et échevins des villes d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège et choisis parmi les membres de ces collèges;

3° vingt-sept membres nommés par le Ministre de l'Intérieur, à raison de trois par province, sur présentation, par la députation permanente de chaque province, d'une liste de douze candidats choisis parmi les bourgmestres et échevins en fonctions des communes autres que les villes citées au 2°, et de telle sorte que la liste comprenne au moins deux candidats appartenant à des communes de chacune des catégories, prévues à l'article 8, existant dans la province.

Le mandat des membres nommés en exécution de l'alinéa 1er, 2° et 3°, prend fin à la date du renouvellement général des conseils communaux. La perte de la qualité de bourgmestre ou d'échevin entraîne la fin du mandat.

Le Ministre de l'Intérieur désigne le fonctionnaire de son Département qui sera chargé du secrétariat du conseil d'administration.

.../...

Participent, à titre consultatif, aux délibérations du conseil d'administration :

1° trois fonctionnaires délégués du Ministre de l'Intérieur

2° trois fonctionnaires délégués du Ministre des Finances.

Le conseil d'administration peut entendre, sur des questions déterminées, toute personne dont il lui paraît souhaitable de connaître l'avis.

article 18) Article 19.-

... (article 18 du projet du Gouvernement) ...

article 19) Article 20.-

... (article 19 du projet du Gouvernement) ...

article 20) Article 21.-

Les délégués des villes d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège ne participent pas :

1° aux délibérations du conseil d'administration consécutives aux demandes d'avis introduites en vertu des articles 12, 13 et 16, à l'exception de celles introduites en vertu de l'article 16, § 1er, 1°;

2° aux délibérations portant sur toutes questions en rapport avec la division ou avec la répartition de la partie du Fonds des communes réservée aux communes autres que les susdites villes.

.../...

article 21) Article 22.-

... (article 21 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET ABROGATOIRE.

rticle 27) Article 23.-

Les mots "Fonds des communes" et "conseil d'administration du Fonds des communes" sont substitués, respectivement aux mots "Fonds communal d'assistance publique" et "conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes" dans les lois qui les contiennent.

rticle 13) Article 24.-

A l'article 121bis, alinéa 1er, 1°, de la loi communale, les mots "dans le Fonds des communes institué par la loi du 19 juillet 1922" sont remplacés par les mots "dans les différents Fonds composant le Fonds des communes".

rticle 28) Article 25.-

L'article 6, § 1er, alinéa 2, b, des lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le mars 1961, est remplacé par le texte suivant :

"b) pour moitié au Fonds d'aide du Fonds des communes

..

article 29) Article 26.-

L'article 94 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier est remplacé par la disposition suivante: ... (le reste comme à l'article 29 du projet du Gouvernement) ...

article 30) Article 27.-

Est abrogé le titre 1er des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnés le 29 juin 1960, modifié par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1961 portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1961, et par l'arrêté royal du 14 juin 1963.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALE.

(article 22) Article 28.-

Les avances trimestrielles à accorder en vertu de l'article 14 sur le Fonds A et sur le Fonds B afférents aux années 1964 et 1965, sont calculées au quart du montant de la quote-part que les communes ont obtenue, respectivement pour l'exercice 1962 et pour l'exercice 1963, dans le Fonds communal d'assistance publique et dans le Fonds des communes, y compris, pour l'exercice 1962, les compléments ajoutés aux deux Fonds par la loi du 10 avril 1962 contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour le même exercice.

.../...

article 23) Article 29.-

Pour les années 1964 à 1967, il est attribué aux communes bénéficiaires de la répartition du Fonds B, par prélèvement sur la dotation de celui-ci, une somme respectivement égale à 80, 60, 40 et 20 p.c. du montant de la quote-part qu'elles ont obtenue dans la répartition, pour l'exercice 1962 :

1° des tranches du Fonds des communes visées aux articles 11 à 15 des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnés le 29 juin 1960;

2° du Fonds communal d'assistance publique.

article 24) Article 30.-

Les sommes qui, en vertu des articles 8, alinéa 1er, 16, alinéa 5, et 19, alinéa 5, des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnés le 29 juin 1960, devraient être versées aux communes, après l'entrée en vigueur de la présente loi, en rectification d'erreurs commises à l'occasion de la répartition du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes afférents aux exercices 1963 et antérieurs, sont prélevées :

1° sur la dotation du Fonds A, si l'erreur a été commise au détriment des villes d'Anvers, Bruxelles, Gand ou Liège;

2° sur la dotation du Fonds B, si l'erreur a été commise au détriment d'autres communes.

.../...

(article 25) Article 31.-

Sont versés au Fonds d'aide institué par la présente loi :

1° le disponible du Fonds spécial prévu à l'article 18 des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnés le 29 juin 1960;

2° les sommes qui, en vertu des mêmes lois et arrêtés coordonnés, resteraient à prélever au profit dudit Fonds spécial sur la quote-part des communes dans le Fonds communal d'assistance publique et dans le Fonds des communes afférente aux exercices 1963 et antérieurs.

(article 26) Article 32.-

Par dérogation à l'article 18 de la présente loi, les membres du conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes en fonctions au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, formeront le premier conseil d'administration du nouveau Fonds des communes. Ils resteront en fonctions jusqu'au 31 décembre 1964.

Article 33.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1964.

...

...

Doel van het ontwerp is het "Gemeentefonds voor openbare onderstand" op te nemen in het "Fonds der gemeenten" en dit anders te stijven, te splitsen en om te slaan. Uit een technisch oogpunt komt dat erop neer de eerste titel van de gecoördineerde wetten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën te vervangen door een op zich zelf staande wet die alleen over het Gemeentefonds handelt. Het opschrift : "Wet betreffende de gemeentelijke financiën" is dan ook te algemeen gehouden.

Het ontwerp lijkt logischer en praktischer te kunnen worden ingedeeld zoals in de nieuwe, door de Raad van State voorgestelde tekst is gedaan. Voor de opmerkingen bij het ontwerp is die indeling gevolgd.

\+

\+ +

Artikel 1 versmelt het "Gemeentefonds voor openbare onderstand" met het "Fonds der gemeenten". Het mag niet onder een hoofdstuk komen, want het bewerkt de overgang van de regeling der gecoördineerde wetten naar die van de ontworpen wet.

Artikel 4 van het ontwerp (in de door de Raad var State voorgestelde nummering : artikel 2) stelt de dotatie van het Gemeentefonds voor 1964, 1965 en 1966 forfaitair vast. Het is economisch zo belangrijk dat het,schoon tijdelijk, toch vooraan in het eerste hoofdstuk moet blijven.

.../...

Artikel 5 van het ontwerp, dat de Regering lichtjes heeft geamendeerd (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 3), laat de Koning de zorg over, het percentage van de verschillende Rijksbelastingen die van 1967 af de dotatie van het Gemeentefonds zullen vormen, te bepalen. De Koning zal eens en voorgoed één percentage voor alle opgesomde belastingen vaststellen en alleen de wetgever zal dat kunnen wijzigen.

Aan het eerste hoofdstuk : "Dotatie van het Gemeentefonds", dient het bepaalde in artikel 3, tweede lid, van het ontwerp te worden toegevoegd (in de voorgestelde nummering : artikel 4). Dit lid voorzag in aparte kredieten voor het A- en B-Fonds om zeker te stellen, dat de onderscheiden percentages eensdeels naar het Fonds der grote steden, anderdeels naar het Fonds der overige gemeenten gaan. Maar de artikelen 6 en 8 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 5) leveren in dat opzicht een voldoende waarborg op. Het ware bovendien gevaarlijk de voornoemde twee percentages in een begrotingswet op te nemen, want de Koning vermag ze te wijzigen. Het is dus beter de dotatie van het Gemeentefonds als één geheel uit te trekken op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Volgens de gemachtigden van de Regering levert die werkwijze generlei bezwaar op.

\+

\+ \+

Het ware gewenst alle bepalingen over het beginsel en de percentages inzake verdeling en onderverdeling van het Gemeentefonds, met name de artikelen 2, 6, 8 en 9partim van het ontwerp (artikel 5 van de voorgestelde tekst) onder één hoofdstuk(II)te brengen.

.../...

Het ontwerp splitst het Gemeentefonds in een A-Fonds, voor de vier grote steden, en een B-Fonds, voor de overige gemeenten. Dit laatste Fonds valt op zijn beurt uiteen in drie andere : het Hulpfonds voor de gemeenten, het Fiscaal Vereveningsfonds en een onbenoemd saldo. Dit saldo is wel het aanzienlijkste gedeelte van het B-Fonds en in het ontwerp ook het meest besprokene. Daarom ware het verkieslijk het tweede gedeelte van het Gemeentefonds geen gemeenschappelijke benaming te geven en alleen even-vermeld saldo "B-Fonds" te noemen. Overbodig wordt hierdoor artikel 9, § 4, van het ontwerp, dat zegt : "Voor de toe-passing van de navolgende artikelen moeten onder "verdeling van het B-Fonds" en "aandelen in het B-Fonds", worden ver-staan de verdeling van het Fonds verminderd met de opneming bedoeld onder § 1, eerste lid, en de aandelen in deze ver-deling".

Het ware bovendien gemakkelijker het "Hulpfonds ten behoeve van de gemeenten" in de wet op het Gemeentefonds gewoonweg "Hulpfonds" te noemen. Dan zal men het elders "Hulpfonds van het Gemeentefonds" kunnen heten, zoals men ook zal spreken van het A-Fonds en het B-Fonds van het Gemeentefonds.

\+

\+ \+

Hoofdstuk III in het door de Raad van State voorge-stelde schema handelt over de omslag van de Fondsen. Het omvat na een inleidend artikel, dat de Minister van Binnenlandse Zaken bevoegdheid geeft voor alle vormen van omslag (artikel 3, eerste lid, van het ontwerp : artikel 6 van de voorgestelde tekst), zoveel afdelingen als er in het Gemeentefonds aparte Fondsen zijn.

.../...

De eerste afdeling (A-Fonds) heeft maar één artikel, met name artikel 7 van het ontwerp.

Onder de tweede afdeling (B-Fonds) moeten vier artikelen komen, onderscheidenlijk over de klasse-indeling van de gemeenten, de maatstaven hiervoor, de methode voor het berekenen van de behoeften en de statistische bronnen.

De klassen bepaald in artikel 10, § 1, van het ontwerp (artikel 8 van de voorgestelde tekst) noeme men terwille van de eenheid in de verwijzingen: "eerste klasse" enz. ...

Voor de klasse-indeling van de gemeenten geeft het ontwerp de voorrang aan de cijfers van de algemene volkstelling en werkt het, voor de tijd tussen twee tellingen in, met die van de jaarlijkse bevolkingsopgave. Om praktische redenen laat het dezelfde cijfers twee jaar lang tot berekeningsgrondslag dienen. Ook in de forfaitaire berekening van de gemeentebehoeften echter spelen de tweejarige perioden een rol. Om verschuivingen en tegenstrijdigheid te voorkomen, bepale men, dat bekendmaking van een telling een tweejarige periode nooit kan splitsen. Te onderscheiden is dus tussen de laatstbekendgemaakte algemene telling die voor de eerste tweejarige periode na de inwerkingtreding van de wet (1 januari 1964-31 december 1965) zal gelden, en de andere tellingen, die ieder maar toepassing zullen vinden voor de tweejarige periode welke onmiddellijk volgt op de tweejarige periode - en niet op het jaar - waarin ze zijn bekendgemaakt.

.../...

De maatstaven in artikel 10, § 2, van het ontwerp (artikel 9 van de voorgestelde tekst) zijn onder een dertigtal uitgekozen, met behulp van de in de memorie van toelichting uiteengezette methode der correlatiecoëfficiënten. Op te merken valt, dat artikel 14 van het ontwerp (artikel 16 van de voorgestelde tekst), waar het de Koning bevoegdheid geeft om de maatstaven te wijzigen, hem niet verplicht aan genoemde methode vast te houden.

De Regering acht het gewenst de methode voor de forfaitaire berekening van de gemeentebehoeften in de wet op te nemen om ze voor de uitvoerende macht bindend te maken. Het ontwerp laat de Koning echter ruimte om die methode door een nieuwe of een betere te vervangen ; maar de Koning moet altijd een objectieve methode kiezen, dit wil zeggen een wetenschappelijke, geen empirische zoals in de thans geldende gecoördineerde wetten. Dat ware in het nieuwe artikel 9 duidelijk te stellen.

De wet dient de methode nauwkeurig genoeg te beschrijven opdat bij de wiskundigen die ze toe te passen krijgen geen twijfel over de te volgen werkwijze kan rijzen. Die werkwijze moge in de memorie van toelichting breedvoerig uiteengezet zijn, in de tekst zelf van het ontwerp is zij niet zo volledig beschreven. Zo zegt artikel 10, §§ 3 en 4, niets over de componenten van de te hanteren equatie. De gemachtigde ambtenaren, waaronder een lid van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, hebben de Raad van State een formule voorgelegd die het naar hun gevoelen mogelijk maakt de berekeningsmethode welke zij gebruikt wensen te zien , onmiddellijk te onderkennen. Zij hebben zich ten volle verenigd met de tekst die de Raad van State aan de hand van hun uitleg voor het voorgestelde artikel 10 heeft zoeken uit te werken.

.../...

In verband met de lijst van de in artikel 10, § 5, van het ontwerp (artikel 11 van de voorgestelde tekst) genoemde Ministers en instellingen hoeft niet te worden bepaald, dat "de Koning het lichaam aanduidt dat ermede belast is de nodige documentatie te verschaffen voor de toepassing van de nieuwe maatstaven". Artikel 14 van het ontwerp (artikel 16 van de voorgestelde tekst) maakt het immers mogelijk, die lijst ook los van enige maatstafwijziging te veranderen.

De afdelingen III (Fiscaal Vereveningsfonds) en IV (Hulpfonds) bestaan onderscheidenlijk alleen uit artikel 9, § 2, van het ontwerp (artikel 12 van de voorgestelde tekst) en artikel 9, § 3, van het ontwerp (artikel 13 van de voorgestelde tekst).

\+

\+ \+

De bepalingen van hoofdstuk IV slaan op één of meer van de vier fondsen.

Voor de voorschotten, bedoeld in artikel 11 van het ontwerp (artikel 14 van de voorgestelde tekst), ware duidelijk te stellen, dat ze in het begin van ieder kwartaal worden gestort.

.../...

Terzake van herstelling van vergissingen, waarin voorzien wordt door artikel 12 van het ontwerp (artikel 15 van de voorgestelde tekst), hoeft niet meer te worden bepaald, dat vergissingen in de omslag van het B-Fonds worden goedgemaakt bij wege van afneming van dat Fonds, verminderd met de dotatie van het Hulpfonds en van het Fiskaal Vereveningsfonds. Volgens de door de Raad van State voorgestelde benaming immers doelt "B-Fonds" op het tweede gedeelte van het aldus verminderde Gemeentefonds.

De bepalingen betreffende de aan de Koning (artikel 14, eerste en tweede lid, van het ontwerp), of aan de Minister van Binnenlandse Zaken (artikel 9, § 1, vierde lid, van het ontwerp) gegeven opdrachten, en de voorschriften voor de inwerkingtreding van de krachtens al die opdrachten vast te stellen wijzigingsbesluiten (artikel 16 van het ontwerp), zouden onder één artikel moeten komen (artikel 16 van de voorgestelde tekst). Ook het onderwerp van die opdrachten ware concreet, veeleer dan met cijferverwijzingen aan te geven. Ten aanzien van de inwerkingtreding tenslotte dient in het bijzonder te worden gerekend met het geval, dat wijzigingen worden aangebracht in bepalingen waarvoor het systeem der tweejarige periodes geldt.

Artikel 14, derde en vierde lid, kan met artikel 15 van het ontwerp worden verwerkt (artikel 17 van de voorgestelde tekst).

\+

\+ \+

.../...

Hoofdstuk V van het ontwerp wijzigt maar in geringe mate de thans geldende bepalingen over de raad van beheer.

De volzin "Nemen met raadgevende stem aan ... deel" in artikel 17 van het ontwerp (artikel 18 van de voorgestelde tekst) brengt twee gedachten onder woorden : die ambtenaren zijn geen lid van de raad van beheer ; zij hebben het recht en de plicht de vergaderingen van die raad bij te wonen.

De artikelen 18 tot 21 van het ontwerp worden in de voorgestelde tekst de artikelen 19 tot 22.

\+

\+ +

Hoofdstuk VII van het ontwerp, dat alleen maar bepalingen tot wijziging van andere wetten bevat, en artikel 13, dat de gemeentewet verandert, moeten vóór de overgangsbepalingen komen die hoofdstuk VI van het ontwerp vormen. In de voorgestelde tekst worden ze bijgevolg hoofdstuk VI.

Artikel 27 van het ontwerp zegt : "De woorden "Fonds der gemeenten" en "Raad van Beheer van het Fonds der gemeenten" blijven behouden of worden onderscheidenlijk in de plaats gesteld van de woorden "Gemeentefonds of Speciaal Fonds" en "Raad van Beheer van het Gemeentefonds voor openbare onderstand en van het Fonds der gemeenten" in de wetten of overeenkomsten waarin zij voorkomen".

.../...

Dit voorschrift combineert artikel 21 van de wet van 24 december 1948, dat zelf uit de wet van 19 juli 1922 komt, met een nieuwe, soortgelijke bepaling. Het is echter overbodig in een wet te zeggen, dat een aantal woorden bepaalde andere in de teksten waarin deze voorkwamen "blijven" vervangen. Als een eerste wet tot zulke vervanging heeft besloten, blijven deze laatste ook na opheffing van die wet gelden. In verdragen waar zulke vervanging van woorden noodzakelijk mocht zijn, geschiedt ze uit kracht van de wet zelf zonder dat deze dat met zoveel woorden behoeft te zeggen. Het ware daarentegen opportuun in hetzelfde artikel (artikel 23 van de voorgestelde tekst) te bepalen dat de woorden "Gemeentefonds voor openbare onderstand" worden vervangen in de teksten waar ze voorkomen.

De wijzigingen die de artikelen 13 en 28 van het ontwerp (de artikelen 24 en 25 van de voorgestelde tekst) in de gemeentewet en in de wetten betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen aanbrengen, stelle men in de vorm van tekstwijzigingen zoals artikel 29 van het ontwerp (artikel 26 van de voorgestelde tekst) voor de wet van 14 februari 1961 doet.

Artikel 30 heft de eerste titel (Gemeentefinanciën) van de gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën niet op, maar verklaart die wetten en besluiten niet toepasselijk op de gemeenten, onverminderd de overgangsbepalingen. Dit laatste voorbehoud is overbodig : uiteraard immers wijken overgangsbepalingen enigermate af én van de opheffing van de oude regeling én van de inwerkingtreding van de nieuwe.

.../...

Men is zo te werk gegaan om te voorkomen, dat de bepalingen van titel II (provinciale financiën), van de gecoördineerde wetten, die naar een aantal bepalingen van titel I verwijzen, wegens de opheffing hiervan niet langer toepassing vinden. Dat is een overbodige voorzorg. Opheffing van een wet heeft geen invloed op een andere, daarnaar verwijzende wet. De bepalingen van de wet waarnaar is verwezen, blijven van kracht als bepalingen waarop de verwijzingswet zich beroept. Titel I van de gecoördineerde wetten kan dus gerust worden opgeheven. Dat doet artikel 27 van de voorgestelde tekst, dat bovendien ook de twee geldende teksen die bedoelde titel hebben gewijzigd, opheft.

\+

\+ \+

De overgangsbepalingen en het slotartikel (hoofdstukken VI en VIII) kunnen tot een laatste hoofdstuk worden verwerkt (VII).

Bij de artikelen 22 tot 25 van het ontwerp (de artikelen 28 tot 31 van de voorgestelde tekst) zijn geen opmerkingen te maken.

.../...

Het aanblijven van de huidige raad van beheer volgens artikel 26 van het ontwerp (artikel 32 van de voorgestelde tekst) verhindert niet, dat de nieuwe bepaling betreffende de gemachtigden van de Ministers dadelijk van kracht wordt. Die gemachtigden zijn immers geen lid van genoemde raad.

Mocht de datum van inwerkingtreding als bepaald in artikel 31 van het ontwerp (artikel 33 van de voorgestelde tekst) tijdens het voorbereidend werk worden veranderd, dan zijn alle in de ontworpen tekst daarvan afhankelijke data en perioden dienovereenkomstig te wijzigen.

\+

\+ \+

De hierna voorgestelde nieuwe tekst houdt rekening met de gemaakte opmerkingen. Hij bevat bovendien een aantal vormwijzigingen, die geen commentaar behoeven.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET GEMEENTEFONDS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Het Gemeentefonds voor openbare onderstand en het Fonds der gemeenten, een en ander ingesteld bij de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, worden vervangen door een Gemeentefonds, waarvoor de tegenwoordige wet geldt.

HOOFDSTUK I. - DOTATIE VAN HET GEMEENTEFONDS.

(artikel 4) Artikel 2.-

De dotatie van het Gemeentefonds wordt vastgesteld op :

9.000 millioen frank voor het jaar 1964;
9.450 millioen frank voor het jaar 1965;
9.900 millioen frank voor het jaar 1966.

Die bedragen worden van de algemene Rijksinkomsten afgenomen.

.../...

(artikel 5) Artikel 3.-

Van 1967 af wordt het Gemeentefonds gestijfd met een aandeel :

1° in het bedrag dat bij de afsluiting van het voorlaatste dienstjaar is opgebracht door :

a) de onroerende, de roerende en de bedrijfsvoorheffing;

b) de door niet-loontrekkenden vooruitbetaalde belastin op het gezamenlijk inkomen;

c) de personenbelasting;

d) de vennootschapsbelasting;

e) de belasting der niet-verblijfhouders;

f) de verkeersbelasting op motorvoertuigen;

2° in de sommen die op dezelfde datum terzake van directe belastingen waren verkregen op de opbrengst van afgesloten dienstjaren.

De omvang van het in het eerste lid bedoelde aandeel wordt door de Koning bepaald in verhouding tot het bedrag van de voor het dienstjaar 1965 verkregen belastingopbrengst, en wel zó dat het Gemeentefonds voor het jaar 1967 als dotatie niet minder dan 10.350 millioen ontvangt.

artikel 3, tweede lid) Artikel 4.-

Het krediet voor het Gemeentefonds wordt uitgetrokken op de begroting van de gewone uitgaven van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

.../...

HOOFDSTUK II. - SPLITSING VAN HET GEMEENTEFONDS.

artikelen 2, 6 en 8)

Artikel 5.-

§ 1. Het Gemeentefonds wordt in tweeën gesplitst :

1° 37 t.h. van het Fonds zijn bestemd voor de steden Antwerpen, Brussel, Gent en Luik, en vormen een A-Fonds

2° de resterende 63 t.h. gaan naar de overige gemeenten.

artikel 9, § 1, eerste tot derde lid)

§ 2. Van dat tweede gedeelte :

1° worden 12 honderdsten toegewezen :

a) voor 75 t.h., aan een Fiscaal Vereveningsfonds;

b) voor 25 t.h. aan een Hulpfonds;

2° vormen de resterende 88 honderdsten een B-Fonds.

Het Fiscaal Vereveningsfonds en het Hulpfonds worden geopend op de begroting van de inkomsten en uitgaven voor orde.

HOOFDSTUK III. - OMSLAG VAN DE FONDSEN.

artikel 3, eerste lid)

Artikel 6.-

De vier in artikel 5 genoemde fondsen worden door de Minister van Binnenlandse Zaken overeenkomstig de onderstaande bepalingen omgeslagen.

.../...

Afdeling I. A-Fonds.

artikel 7) **Artikel 7.-**

Het A-Fonds wordt omgeslagen na advies van de gemachtigden van de steden Antwerpen, Brussel, Gent en Luik, die lid van de raad van beheer van het Gemeentefonds zijn.

Afdeling II. B-Fonds.

artikel 10, § 1) **Artikel 8.-**

Voor de omslag van het B-Fonds worden de gemeenten in vier klassen ingedeeld :

1ste klasse : gemeenten met 10.000 inwoners en meer;
2de klasse : gemeenten met 5.000 tot 9.999 inwoners;
3de klasse : gemeenten met 2.500 tot 4.999 inwoners;
4de klasse : gemeenten met minder dan 2.500 inwoners.

Voor de tweejarige periode 1964-1965 geschiedt de indeling volgens het inwonertal, zoals dit door de algemene volkstelling op 31 december 1961 officieel is vastgesteld.

Voor iedere verdere tweejarige periode wordt zij herzien aan de hand van de officiële opgave van het bevolkingscijfer van het Rijk op 31 december van het voorlaatste jaar vóór die periode.

Evenwel dienen de uitslagen van enige nieuwe algemene telling tot grondslag voor de indeling over de tweejarige periode die onmiddellijk volgt op de periode waarin ze zijn bekendgemaakt.

.../...

artikel 10, § 2).

Artikel 9.-

Het Fonds wordt omgeslagen naar rata van de gemeentebehoeften, die voor iedere in artikel 8 bedoelde tweejarige periode forfaitair worden vastgesteld naar de onderstaande maatstaven en volgens de in artikel 10 beschreven objectieve methode.

Als maatstaven gelden :

1° voor gemeenten van de eerste klasse :

a) het aantal woongelegenheden op 31 december van het voorlaatste jaar vóór de tweejarige periode;

b) het aantal personen die op 30 juni van hetzelfde jaar metterdaad werkzaam waren in handelsinrichtinge op het grondgebied van de gemeente;

c) het cijfer van de actieve bevolking die op dezelfde datum op het grondgebied van de gemeente werkzaam was;

2° voor gemeenten van de tweede klasse : de drie maatstaven onder 1°;

3° voor gemeenten van de derde klasse :

a) het aantal voor huisvesting bestemde woningen op 31 december van het voorlaatste jaar vóór de tweejarige periode;

b) de oppervlakte van de gemeentewegen met gewone steenslag of met een harde wegbedekking op 31 december van het laatste jaar vóór de tweejarige periode;

c) het kadastraal inkomen dat voor hetzelfde jaar onder de onroerende voorheffing viel;

.../...

4° voor gemeenten van de vierde klasse : de twee maatstaven onder 3°, a en b.

De "woongelegenheden" en de "voor huisvesting bestemde woningen" zijn die welke voor de algemene telling van 's Rijks bevolking op 31 december 1961 als zodanig werden aangemerkt.

De "actieve bevolking werkzaam in de gemeente" bestaat uit :

1° de arbeiders en de bedienden;
2° de zelfstandigen;
3° het door de Staat bezoldigde personeel, met uitzondering van het krijgsmachtpersoneel;
4° de personen bezoldigd door provincies, gemeenten of openbare instellingen;
5° het onderwijzend personeel dat niet door openbare besturen wordt bezoldigd.

rtikel 10, § 3 en 4)

Artikel 10.-

§ 1. Voor de forfaitaire vaststelling van de gemeentebehoeften per inwoner worden de maatstaven, gedeeld door het inwonertal, lineair gecombineerd.

De waardecoëfficiënten en de constante in die combinatie worden voor iedere klasse bepaald met toepassing van de methode der kleinste kwadraten op een meervoudige lineaire regressievergelijking met als afhankelijk veranderlijke de werkelijke netto-last per inwoner en als onafhankelijk veranderlijken de maatstaven, gedeeld door het inwonertal.

.../...

De werkelijke netto-lasten worden bepaald aan de hand van de gemeenterekeningen. De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt welke de referentierekening is en hoe die lasten worden becijferd.

§ 2. Voor iedere gemeente worden de behoeften forfaitair vastgesteld als volgt :

1° de maatstaven, gedeeld door het inwonertal, worden vermenigvuldigd met de waardecoëfficiënten van de klasse;

2° de produkten van die vermenigvuldigingen worden samengeteld;

3° bij die som wordt de constante van de klasse gevoegd. De einduitkomst is het bedrag van de forfaitair berekende behoeften per inwoner.

artikel 10, § 5, eerste lid)

Artikel 11.-

De cijferopgaven voor de uitvoering van de artikelen 9 en 10 worden uiterlijk de 30ste september van het laatste jaar vóór de in artikel 8 bedoelde tweejarige periode aan de Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd door :

1° het Nationaal Instituut voor de huisvesting, ter zake van de woongelegenheden;

2° de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, ter zake van de arbeiders en bedienden die op het grondgebied van de gemeente werkzaam zijn, onder afzonderlijke vermelding van het personeel der handelsinrichtingen, maar zonder de onder 5° bedoelde mijnwerkers

.../

3° de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, ter zake van de zelfstandige arbeiders;

4° de Minister onder wie het Nationaal Instituut voor de statistiek ressorteert, ter zake van de voor huisvesting bestemde woningen en de personen bezoldigd door de Staat, de provincies en de openbare instellingen;

5° het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, ter zake van het aantal op de winplaatsen werkzame mijnwerkers;

6° het Ministerie van Financiën, ter zake van het kadastraal inkomen dat onder de onroerende voorheffing valt.

Afdeling III. Fiscaal Vereveningsfonds.

rtikel 9, 2)

Artikel 12.-

Het Fiscaal Vereveningsfonds bezorgt aanvullende inkomsten aan gemeenten wier belastingsvermogen verhoudingsgewijs lager ligt dan het gemiddelde van de klasse waarbij ze door deze wet zijn ingedeeld.

Het wordt omgeslagen door de Minister van Binnenlandse Zaken die ieder jaar, na advies van de raad van beheer van het Gemeentefonds, bepaalt onder welke voorwaarden, onder meer een minimale belastinginspanning, de gemeenten deel kunnen hebben in de omslag, en volgens welke regelen die omslag geschiedt.

.../...

Afdeling IV. Hulpfonds.

artikel 9, § 3)

Artikel 13.-

Het Hulpfonds wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de raad van beheer van het Gemeentefonds, omgeslagen over de gemeenten wier financiële toestand bijzonder bezwaard is.

HOOFDSTUK IV. - DIVERSE BEPALINGEN OVER DE FONDSEN.

artikel 11)

Artikel 14.-

De aandelen in het A-Fonds en in het B-Fonds worden per kwartaal en per vierde betaald.

Totdat de aandelen in de jaarlijkse omslag zijn berekend, worden in het begin van ieder kwartaal voorschotten gestort. Ieder kwartaalvoorschot is gelijk aan één vierde van het aandeel in het A-Fonds of in het B-Fonds van het voorlaatste jaar.

Is het gezamenlijk bedrag van de aan een gemeente verstrekte voorschotten groter dan haar aandeel, dan wordt het verschil verhaald door de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België", die de rekening van de betrokken gemeenten daarvoor debiteert.

artikel 12)

Artikel 15.-

§ 1. Wordt na omslag van het A-Fonds of van het B-Fonds bevonden, dat een vergissing in het nadeel van een gemeente is begaan, dan wordt het aandeel van die gemeente opnieuw berekend volgens de regelen en tegen de percentages, die werden toegepast bij de omslag waarin de vergissing is begaan.

.../...

Het verschil wordt de gemeente toegewezen bij wege van afneming van de dotatie voor een later jaar van hetzelfde Fonds.

§ 2. Ingeval bij de omslag van het A-Fonds een vergissing in het voordeel van een gemeente is begaan, gelast een besluit van de Minister van Binnenlandse Zaken dat de ten onrechte toegekende som zal worden verhaald en over de in het Fonds gerechtigde steden zal worden omgeslagen in verhouding tot dezer aandeel in die omslag, rekening houdend met de op het foutieve aandeel toegepaste vermindering.

Ingeval bij de omslag van het B-Fonds een vergissing in het voordeel van een gemeente is begaan, gelast een besluit van de Minister van Binnenlandse Zaken dat de ten onrechte toegekende som zal worden verhaald en in de Schatkist zal worden gestort met het oog op de toewijzing aan het Hulpfonds.

Van de in het eerste en het tweede lid bedoelde besluiten wordt de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België" kennis gegeven voor uitvoering.

§ 3. De procedures bepaald in § 1 en § 2, tweede en derde lid, gelden mede voor vergissingen in de omslag van het Fiscaal Vereveningsfonds.

ırtikel 14, :erste en ;weede lid; ırtikel 10, ; 5, tweede .id)

Artikel 16.-

§ 1. Op de voordracht of op het eensluidend advies van de raad van beheer van het Gemeentefonds kan de Koning wijzigen :

.../...

1° de percentages uit dat Fonds die voor de steden Antwerpen, Brussel, Gent en Luik, eensdeels, voor de overige gemeenten anderdeels zijn bestemd;

2° het percentage van dat tweede deel dat gezamenlijk aan het Fiscaal Vereveningsfonds en aan het Hulpfonds wordt toegewezen;

3° de klasse-indeling van de gemeenten met het oog op de omslag van het B-Fonds;

4° de maatstaven voor het forfaitair bepalen van de gemeentebehoeften;

5° de objectieve methode voor het berekenen van die behoeften aan de hand van de maatstaven;

6° de lijst van de in artikel 11 genoemde Ministers en instellingen.

rtikel 9,§ 1, ierde lid)

§ 2. De Minister van Binnenlandse Zaken kan de percentages die onderscheidenlijk aan het Fiscaal Vereveningsfonds en aan het Hulpfonds in de gezamenlijke dotatie van die Fondsen worden toegewezen, wijzigen na advies van de raad van beheer van het Gemeentefonds.

rtikel 16)

§ 3. Wijzigingen, krachtens § 1, 3°, 4° en 5°, in deze wet aangebracht, hebben uitwerking de 1ste januari volgend op in artikel 8 bedoelde tweejarige periode waarin ze zijn bekendgemaakt.

Andere wijzigingen hebben uitwerking de 1ste januari die volgt op de datum van hun bekendmaking.

.../...

artikel 14, derde en vierde lid; artikel 15)

Artikel 17.-

De Minister van Binnenlandse Zaken stelt bij het inwinnen van de in de artikelen 7, 12, 13 en 16 bedoelde adviezen een termijn van niet minder dan één maand. Is het advies niet gegeven binnen de gestelde termijn, dan is het niet langer vereist.

HOOFDSTUK V. - RAAD VAN BEHEER VAN HET GEMEENTEFONDS.

rtikel 17)

Artikel 18.-

De raad van beheer van het Gemeentefonds bestaat uit vijfendertig leden :

1° vier leden die de Minister van Binnenlandse Zaken voor een termijn van zes jaar benoemt en uit wie hij de voorzitter en de ondervoorzitter aanwijst;

2° vier leden, onderscheidenlijk door de colleges van burgemeester en schepenen van de steden Antwerpen, Brussel, Gent en Luik benoemd uit de leden van die colleges;

3° zevenentwintig leden, drie per provincie, door de Minister van Binnenlandse Zaken benoemd uit een door de bestendige deputatie van iedere provincie voor te dragen lijst van twaalf kandidaten gekozen uit de in dienst zijnde burgemeesters en schepenen van andere gemeenten dan de onder 2° genoemde steden, derwijze, dat op de lijst ten minste twee kandidaten voorkomen die behoren tot gemeenten van ieder van de in artikel 8 bedoelde klassen welke in de provincie bestaan.

Het mandaat van de ter uitvoering van het eerste lid, 2° en 3°, benoemde leden vervalt bij de algemene vernieuwing van de gemeenteraden. Met het verlies van het burgemeester- of schepenschap vervalt het mandaat.

De Minister van Binnenlandse Zaken wijst de ambtenaar van zijn Departement aan die met het secretariaat van de raad van beheer is belast.

Aan de beraadslagingen van de raad van beheer nemen als adviseur deel :

1° drie ambtenaren, gemachtigd door de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° drie ambtenaren, gemachtigd door de Minister van Financiën.

De raad van beheer kan over bepaalde vraagstukken eenieder horen wiens advies hij wenst te kennen.

rtikel 18) Artikel 19.-

... (artikel 18 van het Regeringsontwerp) ...

rtikel 19) Artikel 20.-

... (artikel 19 van het Regeringsontwerp) ...

rtikel 20) Artikel 21.-

De gemachtigden van de steden Antwerpen, Brussel, Gent en Luik nemen niet deel :

1° aan de beraadslagingen die de raad van beheer houdt op adviesaanvragen krachtens de artikelen 12, 13 en 16, met uitzondering van die krachtens artikel 16, § 1, 1°;

2° aan de beraadslagingen over enigerlei vraagstuk in verband met de splitsing of de omslag van het deel van het Gemeentefonds dat voor andere gemeenten dan de evengenoemde steden is bestemd.

.../...

(artikel 21) Artikel 22.-

... (artikel 21 van het Regeringsontwerp) ...

HOOFDSTUK VI. - WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGS-BEPALINGEN.

(artikel 27) Artikel 23.-

De woorden "Gemeentefonds voor openbare onderstand" en "raad van beheer van het Gemeentefonds voor openbare onderstand en van het Fonds der gemeenten" worden in de wetten waarin ze voorkomen onderscheidenlijk door "Gemeentefonds" en "raad van beheer van het Gemeentefonds" vervangen.

(artikel 13) Artikel 24.-

In artikel 121bis, eerste lid, 1°, van de gemeentewet worden de woorden "in het bij de wet van 19 juli 1922 ingestelde Fonds der gemeenten" vervangen door de woorden "in de onderscheiden Fondsen waaruit het Gemeentefonds bestaat".

(artikel 28) Artikel 25.-

Artikel 6, § 1, tweede lid, b, van de op 22 maart 1961 gecoördineerde wetten betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen, wordt door de volgende tekst vervangen :

"b) voor de helft, op het Hulpfonds van het Gemeentefonds".

.../...

(artikel 29) Artikel 26.-

Artikel 94 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel wordt door de volgende bepaling vervangen : ...(verder zoals in artikel 29 van het Regeringsontwerp) ...

(artikel 30) Artikel 27.-

Opgeheven wordt titel I van de op 29 juni 1960 gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 24 juli 1961 houdende een eerste aanpassing van de begrotingsvooruitzichten voor het dienstjaar 1961 en bij het koninklijk besluit van 14 juni 1963.

HOOFDSTUK VII. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

(artikel 22) Artikel 28.-

De kwartaalvoorschotten, krachtens artikel 14 op het A-Fonds en het B-Fonds voor de jaren 1964 en 1965 te verstrekken, worden berekend op één vierde van het aandeel dat de gemeenten onderscheidenlijk voor het dienstjaar 1962 en voor het dienstjaar 1963 in het Gemeentefonds voor openbare onderstand en in het Fonds der gemeenten hebben verkregen, met inbegrip, voor het dienstjaar 1962, van de complementen aan beide Fondsen toegevoegd door de wet van 10 april 1962 houdende begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt voor hetzelfde dienstjaar.

.../...

Artikel 29.-

Voor de jaren 1964 tot 1967 worden aan de in de omslag van het B-Fonds gerechtigde gemeenten bij wege van afneming van de dotatie van dat Fonds onderscheidenlijk 80, 60, 40 en 20 t.h. toegewezen van het aandeel dat zij voor het dienstjaar 1962 hebben verkregen in de omslag :

1° van de tranches van het Fonds der gemeenten, bedoeld in de artikelen 11 tot 15 van de op 29 juni 1960 gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën ;

2° van het Gemeentefonds voor openbare onderstand.

(artikel 24) Artikel 30.-

De sommen die krachtens de artikelen 8, eerste lid, 16, vijfde lid, en 19, vijfde lid, van de op 29 juni 1960 gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën na de inwerkingtreding van deze wet aan de gemeenten zouden moeten worden gestort ter verbetering van vergissingen in de omslag van het Gemeentefonds voor openbare onderstand en van het Fonds der gemeenten over de dienstjaren 1963 en vorige, worden afgenomen :

1° van de dotatie van het A-Fonds, als de vergissing in het nadeel van de steden Antwerpen, Brussel, Gent of Luik is begaan ;

2° van de dotatie van het B-Fonds, als ze in het nadeel van andere gemeenten is begaan.

.../...

(artikel 25) Artikel 31.-

In het bij deze wet ingestelde Hulpfonds worden gestort :

1° het beschikbaar gedeelte van het Speciaal Fonds, ingesteld bij artikel 18 van de op 29 juni 1960 gecoördineerde wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën ;

2° de sommen die krachtens dezelfde gecoördineerde wetten en besluiten ten bate van genoemd Speciaal Fonds nog af te nemen mochten zijn van het aandeel van de gemeenten in het Gemeentefonds voor openbare onderstand en in het Fonds der gemeenten over de dienstjaren 1963 en vorige.

(artikel 26) Artikel 32.-

In afwijking van artikel 18 van deze wet bestaat de eerste raad van beheer van het nieuwe Gemeentefonds uit de leden van de raad van beheer van het Gemeentefonds voor openbare onderstand en van het Fonds der gemeenten die bij de inwerkingtreding van deze wet in dienst zijn. Zij blijven aan tot 31 december 1964.

Artikel 33.-

Deze wet treedt 1 januari 1964 in werking.

...

...

chambre était composée de

ssieurs : J. SUETENS, premier président,
Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version ançaise et la version néerlandaise été vérifiée sous le contrôle de J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par G. BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substitut.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.